



MINUSCA

## NOTE D'INFORMATION

### DIX MILLIONS DE DOLLARS POUR LA RÉALISATION DES PROJETS À IMPACT RAPIDE ENTRE 2014 ET 2018

Bangui, 16 août 2017 – La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) va investir trois millions de dollars pour le financement de projets à impact rapide au cours de l'année fiscale 2017-2018, ce qui portera à 10 millions de dollars le financement total octroyé depuis le lancement de ces projets en 2014. « Nous ne sommes pas un bailleur de fonds mais les projets à impact rapide constituent un outil de soutien à notre mandat et d'appel à d'autres partenaires », a indiqué Laurent Guépin, chef de la division des Affaires civiles de la MINUSCA, l'entité chargée de la mise en œuvre de ce programme.

Lors de la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA, Guépin a expliqué que « 230 projets ont été exécutés par la MINUSCA dans le cadre de ces projets sur toute l'étendue du territoire centrafricain depuis son déploiement en 2014 ». Mis en place pour établir des relations de confiance entre la MINUSCA et les populations, les projets à impact rapide portent sur trois grands domaines prévus dans le mandat de la Mission à savoir la protection des civils, la cohésion sociale et la

restauration de l'autorité de l'Etat. « Cinq mille emplois d'urgence ont été créés, parmi lesquels 1.500 occupés par des femmes et toutes les communautés sont bénéficiaires, avec un accent particulier sur les jeunes. Nous n'excluons aucune population et ce sont les communautés qui décident de leur priorité en concertation avec les autorités locales », a renchéri Guépin. Au cours de l'année fiscale 2016-2017, 60% des projets à impact rapide ont porté sur la cohésion sociale 29% sur la restauration de l'autorité de l'Etat et 11% sur la protection des civils.

Selon les chiffres publiés mercredi, 117 bâtiments administratifs dont des préfectures, sous-préfectures, mairies, commissariats, gendarmeries, tribunaux et prisons ont été réhabilités ou construits, auxquels s'ajoutent parmi d'autres, 14 ponts, 27 écoles, 11 marchés communaux, 19 centres de formation professionnelle et 35 projets pour les services sociaux, sportifs ou culturels de bases pour les jeunes et les femmes, entre autres. « Des ponts ont été réhabilités pour désenclaver et rendre accessible des communautés, des points d'eau et bornes fontaines ont été aménagés pour faciliter l'accès à l'eau potable aux communautés en toute sécurité, des marchés ont été réhabilités ou construits pour favoriser l'échange entre groupes sociaux et encourager la relance de la liberté de circulation et des activités économiques », a souligné Laurent Guépin.

Ce responsable de la MINUSCA a ajouté que ces projets « sont faits pour aider le gouvernement, notamment en matière de déploiement des fonctionnaires ». « Nous répondons au quotidien en apportant un appui logistique, en organisant des formations, en améliorant les conditions de travail et d'appui dans le cadre de la Coordination Nationale pour le Redéploiement de l'Administration Publique (CNRAP) », a-t-il indiqué, en réponse à une

question sur la réalisation de ces projets dans des localités où la présence de l'État est faible ou inexistante. Il a par ailleurs rassuré quant à la pérennisation de ces projets et à leur protection face aux actes de vandalisme et au pillage, en insistant sur la responsabilité des communautés et des autorités qui en assurent la gestion.

De son côté, le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, est revenu sur les récentes violences et rappelé les appels des Nations Unies aux groupes armés à respecter leurs engagements, à cesser les violences contre les populations civiles ainsi que les acteurs humanitaires. Concernant la lutte contre l'impunité, il a rappelé la récente diffusion, par le Ministère de la Justice et des Droits de l'homme centrafricain, de la liste de 81 candidats gendarmes et policiers présélectionnés au poste de membre de l'Unité spéciale de police judiciaire de la Cour pénale spéciale (CPS) ainsi que la poursuite dans les préfectures de la campagne de sensibilisation des populations sur la CPS. « Il s'agit d'une initiative Gouvernement – Nations Unies, à travers le PNUD, ONU Femmes, le programme des volontaires et la MINUSCA », a précisé Monteiro.